



**Arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2021/ICPE/112
Société THIEVIN à Vallons de l'Erdre**

LE PREFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE

- VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU** le SDAGE Loire Bretagne et le SAGE Estuaire de la Loire ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** la demande présentée en date du 18 juin 2020 complétée en dernier lieu le 10 décembre 2020 par la société THIEVIN et Fils dont le siège social est Zone industrielle des Riantières – St-Mars-la-Jaille – 44 540 Vallons de l'Erdre pour l'enregistrement d'installations d'application de peinture sur le territoire de la communes de Vallons de l'Erdre ;
- VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé dont l'aménagement n'est pas sollicité ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2021 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU** les observations du public recueillies entre le 1^{er} février 2021 et le 27 février 2021 ;
- VU** l'avis favorable du conseil municipal de Vallons-de-l'Erdre du 19 février 2021 ;
- VU** l'avis du propriétaire sur la proposition d'usage futur du site ;
- VU** l'avis du maire de Vallons-de-l'Erdre sur la proposition d'usage futur du site ;
- VU** le rapport du 6 avril 2021 de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement transmis à l'exploitant pour observation par courrier du 8 avril 2021
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant ;
- VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 20 mai 2021 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé et que le respect de celles-ci complétées par le présent arrêté suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'absence de demande d'aménagement des prescriptions générales ;

CONSIDÉRANT que par ses caractéristiques, le projet ne relève pas des critères définis par l'article L.512-7-2 du code de l'environnement (sensibilité environnementale, cumul d'incidences ou aménagement important de prescriptions) et ne justifie donc pas un basculement en procédure complète d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que la société THIEVIN et Fils est une société existante ;

CONSIDÉRANT que la démonstration de la maîtrise des incidences du projet sur l'environnement porte, notamment, sur la mise en œuvre des dispositions suivantes :

- l'atelier peinture et le local broirie sont équipés d'un système de détection automatique d'incendie ;
- les stockages de matières combustibles (notamment, des pneumatiques) sont situés hors des zones d'effets dominos en cas d'incendie de l'atelier peinture et installations annexes (broirie ; stockage).
- les besoins en eau d'extinction sont évalués à 510 m³/h sur 2 heures en appliquant le document technique D9. Ces besoins sont assurés par la présence de 3 poteaux d'incendie externes d'un débit unitaire de 60 m³/h, d'une réserve d'incendie de 500 m³ située sur un site voisin et d'une réserve d'incendie interne de 160 m³.
- la présence d'un bassin étanche d'un volume utile de 2 383 m³ pour la récupération des eaux en cas de sinistre et la régulation des rejets d'eaux pluviales.
- la mise en place d'une vanne dont la fermeture est asservie à la détection incendie en sortie de ce bassin ;
- la mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures sur les rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- la réalisation d'ici fin 2022 de nouvelles mesures des niveaux sonores en limite de propriété et en zone à émergence réglementée ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

TITRE 1 PORTÉE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1 Exploitant, durée, péremption

Les installations de la société THIEVIN et Fils représentée par M. THIEVIN dont le siège social est situé au Zone industrielle des Riantières – St-Mars-la-Jaille – 44 540 Vallons de l'Erdre, faisant l'objet de la demande susvisée sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Vallons de l'Erdre, à l'adresse Zone industrielle des Riantières – St-Mars-la-Jaille. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2 NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique	Grandeur caractéristique	Régime
2940.2.a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j.	Quantité = 450 kg/j	E

Grandeur caractéristique : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 1.2.2 Liste des installations, ouvrages, travaux et activités relevant de l'article L.214-1, que leur connexité rend nécessaire à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients

Rubrique	Libellé de la rubrique	Grandeur caractéristique	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Surface = 4,696 ha	D

ARTICLE 1.2.3 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Communes	Parcelles
Vallons-de-l'Erdre	Section ZO – N°43, 59, 60, 61, 63, 64, 65, 121, 127, 128, 129, 130, 133 et 136

Les installations mentionnées au chapitre 1.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 18 juin 2020 complétée en dernier lieu le 10 décembre 2020.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables renforcées par le présent arrêté.

CHAPITRE 1.4 MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel.

CHAPITRE 1.5 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1 Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

ARTICLE 1.5.2 Arrêtés ministériels de prescriptions générales : Renforcement des prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1 RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles 2.2.1 à 2.2.6 ci-après.

ARTICLE 2.2.1 Dispositions organisationnelles

Les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 sont complétées par les prescriptions suivantes.

Les stockages de matières combustibles (notamment, des pneumatiques) sont situés hors des zones d'effets dominos en cas d'incendie de l'atelier peinture et installations annexes (broirie ; stockage).

ARTICLE 2.2.2 Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions de l'article 4.5 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 sont complétées par les prescriptions suivantes.

Les besoins en eau d'extinction sont d'au minimum 510 m³/h sur deux heures.

L'exploitant dispose d'au moins une réserve d'eau d'incendie interne d'un volume de 160 m³.

ARTICLE 2.2.3 Système de détection automatique d'incendie

Les dispositions de l'article 4.10 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 sont complétées par les prescriptions suivantes.

L'atelier peinture et le local broirie sont équipés d'un système de détection automatique d'incendie.

ARTICLE 2.2.4 Confinement des eaux

Les dispositions de l'article 4.13 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 sont complétées par les prescriptions suivantes.

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre représentant un volume de 1 449 m³ (volume utile qui doit être disponible en permanence correspondant au calcul suivant le guide technique D9A) sont récupérés dans un bassin étanche d'un volume utile minimal de 2 383 m³. Une vanne dont la fermeture est asservie à la détection incendie est mise en place en sortie de ce bassin.

ARTICLE 2.2.5 Conditions de rejets dans l'eau

Les dispositions de l'article 5.9 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 sont complétées par les prescriptions suivantes.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées du fait des activités menées par l'établissement, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, aires de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont contrôlés et nettoyés régulièrement (a minima une fois par an). Ils sont munis d'un obturateur automatique commandant une alarme dans le cas où l'appareil atteint sa capacité maximale de rétention des hydrocarbures.

ARTICLE 2.2.6 Surveillance des émissions sonores

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 sont complétées par les prescriptions suivantes.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée d'ici le 31 décembre 2022.

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1 Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2 Sanctions

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 3.3 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 ::

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (auprès du préfet de la Loire-Atlantique) ou hiérarchique (auprès du ministre chargé de l'environnement) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

ARTICLE 3.4 Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Vallons-de-l'Erdre et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Vallons-de-l'Erdre, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3.5 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Vallons-de-l'Erdre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 27 mai 2021

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis


Pierre CHAULEUR